

# “PD = sida”, pour changer

C'est à force d'acharnement que ProChoix-Toulouse et Act up-Toulouse ont enfin pu rencontrer M. Charpy, un responsable national de l'Établissement français du sang (EFS). Petit rappel des faits...

L'EFS, établissement public de l'état, présent dans toutes les régions, est chargé de mettre en place des collectes, afin d'alimenter les banques de sang. Et comme chacun-e a pu le noter cet été, à l'occasion des multiples campagnes d'appel à mobilisation, l'offre de don du sang est largement inférieure à la demande. Mais voilà que les choses se corsent quand on se rend compte que, contrairement à ce qu'il est inno-  
cemment stipulé sur leur site Internet, tout le monde ne peut pas donner son sang sous prétexte qu'il est en bonne santé et qu'il a entre 18 et 65 ans. Une note préalable au don (document consultable sur le site de ProChoix, rubrique

Nos actions) informe les donneurs potentiels qu'ils peuvent rentrer chez eux s'ils sont homosexuels, sans passer par la case transfusion. Reconnaissons ici en filigrane le vieil adage que l'on croyait pourtant disparu à jamais : “pédé = sida”. Précisons également que les Établissements français du sang sont, depuis le 1er janvier 2000, l'opérateur unique assurant la transfusion. Les critères de sélection sont donc les mêmes pour toutes les collectes, qu'elles soient fixes ou mobiles (camions sur les plages, dans les usines...).

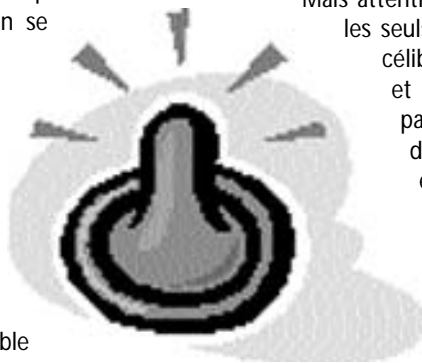
ProChoix et Act up ont déjà, à Toulouse, manifesté plusieurs fois leur indignation quant à ces critères d'exclusion si discriminants (voir article ProChoix n° 17) et c'est à force de harcèlement que l'EFS a enfin consenti à nous rencontrer. Malheureusement les conclusions de cette entrevue ne sont pas à la hauteur de nos exigences.

## De la difficulté de parler de “la chose”

M. Charpy nous explique tout d'abord que le temps presse pendant les collectes et que

l'entretien médical préalable au don du sang qui doit définir une aptitude ou non au don, ne peut pas excéder les dix minutes. Il est alors très difficile, nous dit-il, pour le médecin, d'aborder les questions liées aux comportements privés des donneurs potentiels, ce qui permettrait pourtant de faire une sélection sur la base de pratiques réellement à risque. Mais le principal souci de l'EFS est de ne pas faire patienter trop longtemps les donneurs. On préfère donc, par la note d'information sus-citée, inciter à l'auto-exclusion de certains individu-es, notamment les homosexuels, qui sont censés se reconnaître comme appartenant à une population stigmatisée comme intrinsèquement “à risque” !

Mais attention, les gays ne sont pas les seuls : toutes les personnes célibataires ayant entre 18 et 30 ans ou ayant un-e partenaire depuis moins de 6 mois sont également exclues du don du sang, car considérées comme multipartenaires (bien que ce critère n'apparaît sur aucun questionnaire. Trop réac' peut-être..?).



## L'homophobie politiquement correcte

Toutefois, M. Charpy est prêt à revenir sur les critères d'exclusion au don du sang, qu'il reconnaît être mal rédigés et stigmatisant. Et aussi absurde que cela puisse paraître, il propose donc de remplacer la fameuse phrase incriminée de la note d'information : “*Vous ne pouvez pas donner votre sang, si vous êtes homosexuel*” par : “*Vous ne pouvez pas donner votre sang si vous avez, ou avez eu, des relations sexuelles avec une personne de même sexe*”. Comment ça, vous n'avez pas compris la nuance ? C'est pourtant simple : D'une part, selon l'EFS, et je cite, “*les rapports par sodomie sont plus violents et créent plus de risque de transmission VIH*” — comprenez donc que ce qui angoisse l'EFS ce n'est pas de savoir si le rapport est protégé ou non, mais plutôt quel est l'orifice pénétré — et, d'autre part, M. Charpy, comme tous les autres responsables que nous avons rencontrés, part du postulat que la sodomie est une pratique exclusivement gay.

Si l'on suit bien la logique de l'EFS, il est possible de réfléchir sur une moins discriminante formulation des critères d'exclusion, mais en aucun cas ces mêmes critères ne peuvent être remis en question : en tout état de cause, selon eux, tout homosexuel, qu'il ait ou non des pratiques à risque, est potentiellement porteur du virus, et doit donc absolument être exclu du don du sang. CQFD.

Quant aux lesbiennes, elles sont une fois de plus invisibilisées en ce sens qu'elles ne sont pas considérées comme étant des individus ayant “des relations sexuelles avec une personne de même sexe”. L'EFS fait partie de ceux qui colportent publiquement un discours lesbophobe et extrêmement dangereux en terme de santé publique, qui consiste à dire que les “contacts” (notons que l'on ne parle plus de rapports) des femmes entre elles sont moins contaminants puisque la sexualité des lesbiennes est censée se limiter à des câlins-gentillets-que-la-cyprine-on-sait-même-pas-ce-que-c'est !

## Un grand pas pour l'EFS, un petit pas pour l'humanité

Pour finir, M. Charpy nous a expliqué que si le discours de l'EFS est aussi réactionnaire, c'est d'une part, parce qu'il y a un réel problème de formation des médecins dans le domaine de la psychologie, la sexologie, l'écoute, la pédagogie, etc., et d'autre part, parce que tous les responsables régionaux vivent avec le scandale du sang contaminé en tête. Il est donc beaucoup plus facile de rejeter la responsabilité sur nos pratiques sexuelles !

Mais l'horizon n'est pas si sombre. M. Charpy nous a promis qu'il allait refaire la note d'information préalable au don et qu'il la soumettrait aux associations gays et lesbiennes, et de lutte contre le sida. Il est donc absolument nécessaire que nous, associations et individu-es, réaffirmions d'ici là notre exigence auprès de tous les Établissements français du sang ([www.efs.sante.fr](http://www.efs.sante.fr)) : la suppression immédiate des critères arbitraires basés sur la notion discriminatoire de “population à risque”, qui implique une stigmatisation de nos choix sexuels. •

M.-L. G.